

Bordereau attestant l'exactitude des informations - COLMAR - 6851 - Documents comptables (B-S) - Dépôt le 20/08/2024 - 5551 - 1983 B 00047 - 326 784 709 - SCHMIDT GROUPE

# Schmidt GROUPE S.A.S.

5 rue Clémenceau

68660 LIEPVRE

1983847  
2415551

19<sup>e</sup> JUIN 2024  
Tribunal judiciaire  
de Colmar

## COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2023

Certifié conforme  
à l'original

Siège social et unité de production  
5 rue Clémenceau  
F 68 660 Liepvre  
Tél : +33 3 89 58 24 00

SCHMIDT cuisinella ID PRO



Unités de production  
20 rue Westrich  
ZI Nord - F 67 600 Sélestat  
Tél : +33 3 88 57 48 00

**Deloitte & Associés**  
Etablissement secondaire : Strasbourg  
Espace Européen de l'Entreprise  
5 allée d'Helsinki  
67300 Schiltigheim  
S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie  
Régionale de Versailles et du Centre

**Institut Rhénan d'Expertise Comptable**  
1d, rue des Frères Lumière  
67201 Eckbolsheim

## **SCHMIDT GROUPE**

Société par Actions Simplifiée

5, rue Clémenceau  
68660 LIEPVRE

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

**Deloitte & Associés**  
Etablissement secondaire : Strasbourg  
Espace Européen de l'Entreprise  
5 allée d'Helsinki  
67300 Schiltigheim  
S.A.S. au capital de 2 188 160 €  
572 028 041 RCS Nanterre  
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie  
Régionale de Versailles et du Centre

**Institut Rhénan d'Expertise Comptable**  
1d, rue des Frères Lumière  
67201 Eckbolsheim

## **SCHMIDT GROUPE**

Société par Actions Simplifiée

5, rue Clémenceau  
68660 LIEPVRE

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux associés,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SCHMIDT GROUPE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### ***Observation***

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changements de méthode » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation de la provision des indemnités de fin de carrière.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La rubrique de l'annexe « règles et méthodes comptables » expose les règles et méthodes d'évaluation et de dépréciation des titres de participation, des stocks et des créances clients détenus par votre société à la clôture de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus ainsi que des informations fournies en annexe.

Votre société constitue des provisions pour risques et charges telles qu'elles sont traduites dans le tableau « provisions » de l'annexe, et qui impliquent des estimations.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer ces risques et ces charges. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnés à l'article D.441-4 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une

anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ; il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Schiltigheim et Eckbolsheim, le 31 mai 2024

Les commissaires aux comptes,

**Deloitte & Associés**

**Institut Rhénan d'Expertise Comptable**



Véronique MEYER




Marc BOHRER

# **SCHMIDT GROUPE**

**5 RUE CLEMENCEAU**

**68660 LIEPVRE**

*Comptes au 31/12/2023*



# - SOMMAIRE -

## Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

## Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Immobilisations	12
Amortissements	13
Provisions et dépréciations	14
Créances et dettes	15
Variation des capitaux propres	16
Eléments du fonds commercial	17
Composition du capital social	18
Ventilation du chiffre d'affaires	19
Charges et produits exceptionnels	20
Engagements de crédit-bail	21
Engagements hors bilan	22
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	23
Situation fiscale différée et latente	24
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	25
Rémunération des dirigeants	26
Effectif moyen	27
Filiales	28

# Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2023	31/12/2022
Capital souscrit non appelé				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	71 664 206	62 011 158	9 653 047	12 420 987
Fonds commercial	914 694	914 694		
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	7 946 095	2 553 227	5 392 868	4 816 825
Constructions	49 462 356	32 646 089	16 816 267	14 570 025
Installations techniques, matériel, outillage	234 888 000	133 481 782	101 406 219	88 026 012
Autres immobilisations corporelles	32 402 793	23 897 328	8 505 465	8 131 260
Immobilisations en cours	41 195 232		41 195 232	27 941 273
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 999 746		1 999 746	1 999 746
Créances rattachées à des participations	645 398		645 398	727 853
Autres titres immobilisés	4 593		4 593	4 593
Prêts	4 548 572		4 548 572	5 373 572
Autres immobilisations financières	329 988		329 988	329 988
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>446 001 671</b>	<b>255 504 278</b>	<b>190 497 393</b>	<b>164 342 133</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	19 009 680	2 728 898	16 280 782	21 081 094
En-cours de production de biens	4 366 645	67 160	4 299 485	4 552 141
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	6 070 955	345 314	5 725 641	6 380 952
Marchandises	5 754 337	690 281	5 064 056	6 260 115
Avances et acomptes versés sur commandes	315 588		315 588	388 056
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	12 606 893	5 997 237	6 609 655	10 513 485
Autres créances	27 228 327		27 228 327	40 696 229
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	254 378 494	2 001 800	252 376 694	184 000 651
(dont actions propres : )				
Disponibilités	62 202 749		62 202 749	93 439 083
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	1 987 439		1 987 439	984 291
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>393 921 106</b>	<b>11 830 690</b>	<b>382 090 416</b>	<b>368 296 096</b>
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	12 358		12 358	9 959
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>839 935 136</b>	<b>267 334 968</b>	<b>572 600 168</b>	<b>532 648 188</b>

Rubriques		31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel	( dont versé : 3 000 000 )	3 000 000	3 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		201 719	201 719
Ecarts de réévaluation	( dont écart d'équivalence : )		
Réserve légale		300 000	300 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours	)	1 346	748
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes	)	279 999 402	212 000 408
Report à nouveau		11 816 842	9 280 319
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)</b>		<b>40 351 175</b>	<b>80 536 136</b>
Subventions d'investissement		197 253	155 039
Provisions réglementées		65 423 821	61 743 831
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>401 291 558</b>	<b>367 218 201</b>
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			
Provisions pour risques		6 666 650	5 664 456
Provisions pour charges		11 729 310	11 298 214
<b>PROVISIONS</b>		<b>18 395 960</b>	<b>16 962 670</b>
<b>DETTES FINANCIERES</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		34 075	773 510
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs	)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		54 815 443	51 617 414
Dettes fiscales et sociales		47 604 485	44 591 528
<b>DETTES DIVERSES</b>			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8 660 677	4 288 944
Autres dettes		41 621 912	47 104 760
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
Produits constatés d'avance		136 500	
<b>DETTES</b>		<b>152 873 092</b>	<b>148 376 157</b>
Ecarts de conversion passif		39 557	91 161
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>572 600 168</b>	<b>532 648 188</b>

Rubriques	France	Exportation	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	123 333 693	1 825 347	125 159 040	128 324 355
Production vendue de biens	426 097 614	68 624 051	494 721 665	500 171 377
Production vendue de services	36 903 579	5 561 187	42 464 766	38 404 535
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES NETS</b>	<b>586 334 887</b>	<b>76 010 584</b>	<b>662 345 471</b>	<b>666 900 268</b>
Production stockée			-588 073	699 091
Production immobilisée			2 736 414	2 895 211
Subventions d'exploitation			463 835	370 821
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			5 811 529	5 909 396
Autres produits			909 958	3 230 086
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>671 679 133</b>	<b>680 004 871</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			102 555 134	104 642 322
Variation de stock (marchandises)			1 068 905	-1 304 705
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			206 636 944	223 476 633
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			5 197 611	-1 939 780
Autres achats et charges externes			137 683 699	136 403 197
Impôts, taxes et versements assimilés			5 942 800	5 456 627
Salaires et traitements			78 943 531	74 136 254
Charges sociales			32 683 713	29 957 476
<b>DOTATIONS D'EXPLOITATION</b>				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			24 043 956	21 971 502
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			7 518 620	3 958 493
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 131 482	687 939
Dotations aux provisions				
Autres charges			953 133	487 024
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>605 359 529</b>	<b>597 932 981</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>66 319 604</b>	<b>82 071 890</b>
<b>OPERATIONS EN COMMUN</b>				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Produits financiers de participations			3 284 193	3 700 000
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			2 680 633	2 830 840
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			9 959	54 159
Différences positives de change			54 795	150 118
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			7 891 046	1 113 723
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>13 920 626</b>	<b>7 848 840</b>
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			274 213	1 749 904
Intérêts et charges assimilées			12 420 809	13 117 047
Différences négatives de change			569 427	412 546
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			<b>13 264 449</b>	<b>15 279 498</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>656 177</b>	<b>-7 430 657</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>			<b>66 975 781</b>	<b>74 641 233</b>

Rubriques	31/12/2023	31/12/2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	55 220	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	303 369	46 795 719
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	6 821 631	6 481 152
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>7 180 220</b>	<b>53 276 872</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		576 289
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	238 084	11 874 005
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	10 501 620	7 049 390
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>10 739 704</b>	<b>19 499 683</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-3 559 485</b>	<b>33 777 188</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	9 915 478	9 507 485
Impôts sur les bénéfices	13 149 643	18 374 799
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>692 779 979</b>	<b>741 130 583</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>652 428 804</b>	<b>660 594 446</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>	<b>40 351 175</b>	<b>80 536 136</b>

# Annexes

### 1.

Les comptes annuels de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan comptable Général, règlement ANC 2016-07 et des modifications qui lui ont été apportées.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes comptables de base :

- présentation d'états reflétant une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entité à la date de clôture,
- permanence des méthodes d'évaluation et de présentation des comptes assurant la comparabilité d'un exercice à l'autre,
- appréciation de l'évolution de l'entité dans une perspective de continuité de l'exploitation et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 2.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Plus particulièrement, les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits, ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

#### **IMMOBILISATIONS :**

La valeur brute des éléments d'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés directement en charges.

Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens, selon le mode linéaire.

L'amortissement fiscal a été calculé sur la durée "d'usage" et selon les modes linéaires ou dégressifs, pour les immobilisations non décomposables et la "structure" des immobilisations décomposables. Les "composants" sont toujours amortis sur les durées économiques.

L'écart de mode et de durée entre amortissements économique et fiscal est inclus dans les amortissements dérogatoires.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

- logiciels: 3 à 7 ans
- constructions: 30 ans
- agencements des bâtiments : 10 ans
- machines et outillage: 7 à 15 ans
- matériel de transport: 5 à 10 ans
- matériel informatique: 3 ans
- mobilier: 10 ans
- expo magasins : 3 ou 5 ans

Le fonds commercial acquis en 1986 est amorti sur 10 ans.

Les titres sont dépréciés lorsque la quote-part des capitaux propres détenus, corrigée des plus-values latentes clairement identifiées, est inférieure à leur valeur d'acquisition.

#### **STOCKS ET EN-COURS :**

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition majoré des frais de transport et minoré de l'escompte obtenu.

Les produits finis ont été évalués en pratiquant sur le prix de vente un abattement correspondant à la marge dégagée.

Pour les dépôts et consignations, le coût est augmenté, le cas échéant, des frais de transport.  
Les produits et en-cours de production, évalués de la même manière, font en outre l'objet d'un abattement complémentaire relatif à l'état d'avancement.

Les stocks sont dépréciés lorsque leur valeur de négociation est inférieure à leur valeur comptable.  
Les dépréciations sont établies sur 4 types d'articles : les matières premières, les produits semi-finis, la 'publicité sur les lieux de vente' (PLV) et les catalogues /tarifs.  
Les pourcentages de dépréciation définis sont appliqués à la valeur en stock de chaque type d'articles.

### **Les catalogues / tarifs**

Les catalogues sont dépréciés sur la base d'un pourcentage des quantités de catalogues gratuits distribués aux clients rapportées aux quantités commandées par SCHMIDT GROUPE pour les nouveaux catalogues.  
Les tarifs sont distribués gratuitement aux clients et sont de ce fait dépréciés à 100%.

### **Les matières premières, les semi-finis et la PLV**

Les articles se trouvant dans un catalogue sont des articles actifs et les articles sortis des catalogues sont des articles en suppression.

Les matières premières, les semi-finis et la PLV sont dépréciés selon 4 critères de sélection :

- Les articles, ayant un statut de suppression et dépassant la garantie de 5 ans, sont dépréciés à 100%
- Les articles sans mouvement de consommation depuis un an (hors articles en suppression à 100%), sont dépréciés selon un pourcentage calculé chaque année sur une base historique de 3 ans.
- Les articles à rotation lente, ayant un stock supérieur à 5 ans de consommation (hors articles en suppression à 100% et hors articles sans mouvement), sont dépréciés selon un pourcentage calculé chaque année sur une base historique de 3 ans.

### **Electroménagers**

Le stock de sécurité d'électroménagers est déprécié selon un suivi statistique basé sur 3 critères : la durée de stockage, la consommation et le positionnement sur le marché.

### **CREANCES ET DETTES :**

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.  
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

### **OPERATIONS EN DEVICES :**

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours de change précédant la date de clôture de l'exercice.  
La différence résultant de l'évaluation des dettes et créances à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

### **DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT :**

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.  
Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur valeur de souscription, elles font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsqu'un risque de perte en capital est identifié à la clôture de l'exercice.

### **PROVISIONS :**

La provision pour indemnités de fin de carrière est déterminée selon la méthode des unités de crédit projetés au terme. La VAP est évaluée en prenant en compte les droits théoriques du salarié au terme de sa période d'activité avec salaire de fin de carrière, pondérée par l'espérance de vie, le taux de rotation du personnel et actualisée sur la valeur résiduelle.  
La VAP est ensuite proratisée par le rapport suivant : ancienneté à date de situation / ancienneté probable lors du départ en retraite.

Le montant ainsi obtenu majoré des charges sociales nous donne l'engagement à constater à la clôture de l'exercice.

- Les rémunérations sont actualisées en fonction de l'indice Iboxx € corporate AA 10+ qui est de 3,65%.

- Le taux moyen de progression des salaires retenu est de 3,50%
- La table de mortalité appliquée est la table TGH / TGF 2005
- Les taux de rotation du personnel appliqués varient en fonction de la catégorie professionnelle et de l'âge moyen des salariés.

Provisions litiges : Des provisions pour litige sont comptabilisées lorsqu'il existe, suite à ces litiges, un risque de sortie de ressources sans contrepartie liés à des événements passés.

Provisions garanties clients : Les coûts futurs liés aux garanties données aux clients sont provisionnés et déterminés selon une méthode statistique.

### **CHARGES CONSTATEES D'AVANCE :**

Le poste contient des marchandises et fournitures livrées en janvier N+1, ainsi que des loyers dont les échéances concernent pour totalité ou pour partie l'exercice suivant. Les factures y afférentes ont été réceptionnées en décembre N.

### **PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS :**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

### **CREDIT BAIL IMMOBILIER :**

L'engagement de crédit-bail immobilier présenté en page 20 est déterminé en déduisant le montant des avances-preneurs restant à recevoir de celui des redevances restant à payer

### **3.**

Les opérations traitées avec clause de réserve de propriété n'ont pas donné lieu à application des règles de présentation au bilan introduites par la loi n° 80335 du 12 mai 1980.

### **4.**

La société intègre fiscalement des filiales depuis le 1/1/1997, en appliquant le principe de la neutralité. En vertu de ce principe, les filiales intégrées comptabilisent l'impôt dû comme si elles étaient imposées séparément, la société mère enregistrant son propre impôt et l'économie ou la charge complémentaire provenant de l'application du régime.

### **5.**

#### **CHANGEMENTS DE METHODES :**

Concernant la détermination de la provision des indemnités de fin de carrière :

- Historiquement, la société comptabilisait entièrement l'engagement par une provision pour risques et charges. Les écarts actuariels étaient entièrement comptabilisés en résultat.  
En 2023, il a été décidé de changer de méthode de comptabilisation. Afin d'éviter de subir la volatilité des écarts actuariels, la société a décidé d'opter pour la méthode du corridor qui consiste à amortir des écarts actuariels sur la durée résiduelle lorsque ceux-ci sont supérieurs à 10% de l'engagement.
- Par ailleurs, le taux d'actualisation utilisé est dorénavant l'indice Iboxx € corporate AA 10+, en remplacement de la moyenne sur 3 ans du TEC 10 majoré de 0,2 point.

Le montant des impacts liés à ces changements se sont élevés à :

- Changement d'estimation du taux d'actualisation :	+ 1 930 407 €
- Changement de méthode (corridor) :	<u>- 2 251 588 €</u>
Total impact net :	- 321 181 €

### **6.**

#### **FAITS CARACTERISTIQUES :**

Néant

7.

**ELEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE DES COMPTES :**

Néant

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT</b>			
<b>AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	72 085 558		3 868 955
Terrains	6 941 343		1 004 751
	<b>Dont composants</b>		
Constructions sur sol propre	31 514 534		1 620 231
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	14 453 018		1 874 572
Install. techniques, matériel et outillage ind.	209 082 212		25 817 527
Installations générales, agenc., aménag.	5 439 386		
Matériel de transport	2 793 679		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	21 114 680		3 904 759
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	27 941 273		29 282 159
Avances et acomptes			
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>319 280 126</b>		<b>63 503 999</b>
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	2 727 598		
Autres titres immobilisés	4 593		
Prêts et autres immobilisations financières	5 703 560		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>8 435 751</b>		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>399 801 436</b>		<b>67 372 954</b>

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
<b>FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT</b>				
<b>AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES</b>		3 375 613	72 578 900	
Terrains			7 946 095	
Constructions sur sol propre		-1	33 134 766	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			16 327 590	
Installations techn., matériel et outillages ind.		11 739	234 888 000	
Installations générales, agencements divers			5 439 386	
Matériel de transport		7 965	2 785 714	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		841 746	24 177 693	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	16 028 200	1	41 195 232	
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>16 028 200</b>	<b>861 450</b>	<b>365 894 475</b>	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		82 455	2 645 143	
Autres titres immobilisés			4 593	
Prêts et autres immobilisations financières		825 000	4 878 560	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>		<b>907 455</b>	<b>7 528 297</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 028 200</b>	<b>5 144 518</b>	<b>446 001 671</b>	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				914 694
Fonds commercial	914 694			914 694
Autres immobilisations incorporelles	58 749 877	6 631 495	3 370 213	62 011 158
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>59 664 571</b>	<b>6 631 495</b>	<b>3 370 213</b>	<b>62 925 852</b>
Terrains	2 124 518	428 709		2 553 227
Constructions sur sol propre	19 002 018	753 914		19 755 932
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	12 395 510	494 647		12 890 157
Installations techniques, matériel et outillage industriels	121 056 200	12 437 320	11 739	133 481 782
Installations générales, agenc. et aménag. divers	4 898 729	144 262		5 042 990
Matériel de transport	1 560 826	655 040	7 965	2 207 900
Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 756 931	2 498 570	609 063	16 646 438
Emballages récupérables, divers				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>175 794 732</b>	<b>17 412 461</b>	<b>628 767</b>	<b>192 578 426</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>235 459 303</b>	<b>24 043 956</b>	<b>3 998 980</b>	<b>255 504 278</b>

## VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.	159 359			399 587			-240 229
<b>INCORPOREL.</b>	<b>159 359</b>			<b>399 587</b>			<b>-240 229</b>
Terrains							
Construct.							
- sol propre	354 637			59 345			295 293
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.		9 914 094			6 301 267		3 612 827
Install. Gén.	66			27 637			-27 570
Mat. Transp.	8 515			6 300			2 215
Mat bureau		64 950			27 496		37 454
Embal récup.							
<b>CORPOREL.</b>	<b>363 218</b>	<b>9 979 044</b>		<b>93 281</b>	<b>6 328 763</b>		<b>3 920 218</b>
<b>Acquis. titre</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>522 577</b>	<b>9 979 044</b>		<b>492 868</b>	<b>6 328 763</b>		<b>3 679 990</b>

## Charges réparties sur plusieurs exercices

Frais d'émission d'emprunts à étaler  
Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	61 639 566	10 501 620	6 821 631	65 319 555
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	104 265			104 265
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>61 743 831</b>	<b>10 501 620</b>	<b>6 821 631</b>	<b>65 423 821</b>
Provisions pour litiges	718 880	1 567 406	526 500	1 759 786
Provisions pour garanties données aux clients	4 935 617		41 111	4 894 506
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	9 959	12 358	9 959	12 358
Provisions pour pensions, obligations similaires	11 298 214	564 076	132 980	11 729 310
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>PROVISIONS RISQUES ET CHARGES</b>	<b>16 962 670</b>	<b>2 143 840</b>	<b>710 550</b>	<b>18 395 960</b>
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	3 781 904	3 831 653	3 781 904	3 831 653
Dépréciations comptes clients	3 632 591	3 686 967	1 322 321	5 997 237
Autres dépréciations	1 744 536	261 855	4 591	2 001 800
<b>DEPRECIATIONS</b>	<b>9 159 032</b>	<b>7 780 475</b>	<b>5 108 816</b>	<b>11 830 690</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>87 865 533</b>	<b>20 425 935</b>	<b>12 640 997</b>	<b>95 650 471</b>
Dotations et reprises d'exploitation		9 807 848	5 962 562	
Dotations et reprises financières		274 213	9 959	
Dotations et reprises exceptionnelles		10 501 620	6 826 222	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

<b>ETAT DES CRÉANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>1 an au plus</b>	<b>plus d'un an</b>
Créances rattachées à des participations	645 398	383 283	262 115
Prêts	4 548 572	825 000	3 723 572
Autres immobilisations financières	329 988		329 988
Clients douteux ou litigieux	2 530 689	2 530 689	
Autres créances clients	10 076 204	10 076 204	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	66 767	5 652	61 115
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfiques	4 033 832	4 033 832	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	12 794 298	12 794 298	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	150 027	150 027	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	5 576 615	5 576 615	
Débiteurs divers	4 606 788	4 606 788	
Charges constatées d'avance	1 987 439	1 987 439	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 346 617</b>	<b>42 969 827</b>	<b>4 376 790</b>

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	825 000
Prêts et avances consentis aux associés	

<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>1 an au plus</b>	<b>plus d'1 an,-5 ans</b>	<b>plus de 5 ans</b>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	34 075	34 075		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	54 815 443	54 815 443		
Personnel et comptes rattachés	28 754 875	28 754 875		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	15 583 437	15 583 437		
Etat : impôt sur les bénéfiques	243 973	243 973		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	11 590	11 590		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	3 010 610	3 010 610		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 660 677	8 660 677		
Groupe et associés	1 182 384	1 182 384		
Autres dettes	40 439 528	40 439 528		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	136 500	136 500		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>152 873 092</b>	<b>152 873 092</b>		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	758 446
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		367 218 201
Distributions sur résultats antérieurs		10 000 022
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		357 218 179
Variations en cours d'exercice		
	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		67 999 592
Variations des subventions d'investissement	20 568	62 783
Variations des provisions réglementées	6 821 630	10 501 620
Autres variations	70 536 117	2 536 523
Résultat de l'exercice		40 351 175
<b>SOLDE</b>		<b>44 073 378</b>
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		401 291 557

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
Fonds d'industrie acheté le 20/02/1986		10 ans ans ans ans ans ans ans
<b>TOTAL</b>		

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	80 257	36		37,38
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022	%
NEGOCE	123 333 693	1 825 346	125 159 039	128 324 354	-2,47 %
PRODUCTION VENDUE BIENS	426 097 614	68 624 050	494 721 664	500 171 377	-1,09 %
PRODUCTION VENDUE SERVICES	36 903 578	5 561 188	42 464 766	38 404 535	10,57 %

<b>TOTAL</b>	<b>586 334 885</b>	<b>76 010 584</b>	<b>662 345 469</b>	<b>666 900 266</b>	<b>-0,68 %</b>
--------------	--------------------	-------------------	--------------------	--------------------	----------------

## Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
VALEUR NETTE COMPTABLE DES ELEMENTS D'ACTIFS IMMO CEDEES	238 084	
DOTATIONS AMORT DEROG	10 501 620	

**TOTAL** 10 739 704

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
AUTRES PRODUITS EXCEP DE GESTION	55 220	
PRODUIT DE CESSION DES ELEMENTS D'ACTIFS IMMOB CEDEES	282 800	
QUOTE PART DE SUBVENTIONS D'INVESTIS VIREE AU RESULTAT	20 568	
REPRISE AMORT DEROG	6 821 630	

**TOTAL** 7 180 218

Exprimé en €

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
<b>VALEUR D'ORIGINE</b>		<b>60 457 220</b>			<b>60 457 220</b>
<b>AMORTISSEMENTS</b>					
Cumul exercices antérieurs		20 711 420			20 711 420
Exercice en cours		1 951 436			1 951 436
<b>TOTAL</b>		<b>22 662 856</b>			<b>22 662 856</b>
<b>VALEUR NETTE</b>		<b>37 794 364</b>			<b>37 794 364</b>
<b>REDEVANCES PAYEES</b>					
Cumul exercices antérieurs		43 960 138			43 960 138
Exercice en cours		2 654 535			2 654 535
<b>TOTAL</b>		<b>46 614 672</b>			<b>46 614 672</b>
<b>REDEVANCES A PAYER</b>					
A un an au plus		2 615 970			2 615 970
A plus d'un an et moins de 5 ans		8 153 915			8 153 915
A plus de cinq ans		225 779			225 779
<b>TOTAL</b>		<b>10 995 663</b>			<b>10 995 663</b>
<b>VALEUR RESIDUELLE</b>					
Montant pris en charge ds exerc.		3 533 089			3 533 089

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	1 612 140
Engagements en matière de pension	
<b>Autres engagements donnés</b>	<b>1 055 259</b>
Vente et achats de devises à terme	1 055 259
Transit communautaire	
Nantissement Compte à terme	
Garanties de paiement (SBLC)	
<b>TOTAL</b>	<b>2 667 399</b>

## Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	66 975 781	16 993 547	49 982 234
Résultat exceptionnel à court terme	-3 559 484	-917 552	-2 641 932
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-9 915 478	-2 926 352	-6 989 126
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	<b>53 500 819</b>	<b>13 149 643</b>	<b>40 351 176</b>

Rubriques	Montant
<b>IMPOT DU SUR :</b>	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	16 356 705
Subventions d'investissement	
<b>TOTAL ACCROISSEMENTS</b>	<b>16 356 705</b>
<b>IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :</b>	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	983 269
Participation des salariés	768 640
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	3 606 124
<b>TOTAL ALLEGEMENTS</b>	<b>5 358 033</b>
<b>SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE</b>	<b>10 998 673</b>

**IMPOT DU SUR :**  
Plus-values différées

**CREDIT A IMPUTER SUR :**  
Déficits reportables  
Moins-values à long terme

**SITUATION FISCALE LATENTE NETTE**

## Incidences des évaluations fiscales dérogatoires

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			40 351 175
Impôt sur les bénéfices			13 149 643
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>			<b>53 500 818</b>
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	10 501 620	6 821 630	3 679 990
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>10 501 620</b>	<b>6 821 630</b>	<b>3 679 990</b>
<b>AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES</b>			
<b>RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)</b>			<b>57 180 808</b>

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance

Engagements financiers  
Engagements de retraite  
Avances et crédits alloués  
Rémunérations allouées

### Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Etat non renseigné, car faisant état de salaires individualisés

### Remboursements opérés pendant l'exercice :

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Ouvriers	776	
Agents de maitrise, techniciens	514	
Cadres	447	
	<b>TOTAL</b>	<b>1 737</b>



SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE  
AU CAPITAL DE 3.000.000 €  
SIEGE SOCIAL : 5, RUE CLEMENCEAU – 68660 LIEPVRE

RCS COLMAR B 326 784 709 (83B47)

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**  
**DU 10 JUIN 2024**

**PROPOSITION DE LA RESOLUTION D'AFFECTATION DU RESULTAT  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

**TROISIEME RESOLUTION**

Sur la proposition qui lui est faite, l'assemblée générale des associés décide d'affecter le bénéfice comptable de l'exercice de **40.351.175,09 €** de la manière suivante :

<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>40.351.175,09 €</b>
<b>Report à nouveau antérieur</b>	<b><u>11.816.841,70 €</u></b>
<b>Bénéfice distribuable</b>	<b>52.168.016,79 €</b>

**Affectation :**

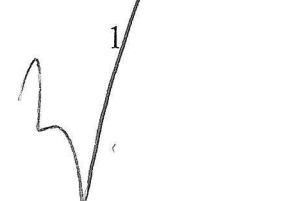
– à titre de dividendes aux actionnaires :	<b>7.500.016,65 €</b>
– à titre de réserve spéciale dite « AGA » :	<b>14.110,95 €</b>
– aux autres réserves :	<b>40.000.598,40 €</b>
– au report à nouveau :	<b>4.653.290,79 €</b>
<b>Total</b>	<b>52.168.016,79 €</b>

Le dividende brut dû à chacune des 80.257 actions sera de 93,45 €.

L'assemblée générale des associés donne tous pouvoirs au Directoire pour mettre en paiement la présente distribution à l'issue de la présente Assemblée.

Sur le plan fiscal, les sommes brutes distribuées aux associés personnes physiques résidents fiscaux Français, qui entrent entièrement dans le champ des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du code général des impôts, sont soumises à un prélèvement au taux de 30% (Flat Tax), décomposé comme suit : 17,2% au titre des prélèvements sociaux et 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, L'assemblée générale précise que les sommes distribuées au titre des trois exercices précédents (montants indiqués ci-après intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du CGI), se sont élevées à :

1  


	2022	2021	2020
Nombres d'actions	80.257	80.234	83.589
Par action :			
- dividende distribué	124,60 €	199,40 €	60,00 €

**Vote de l'Assemblée Générale Mixte du 10 juin 2024**

*Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.*

Certifié conforme  
La Présidente

